Pas d'impunité pour la destruction des maisons palestiniennes!

27.07.2019

Categories: Apartheid et colonialisme, BDS-Arguments, Désinvestissement

Lors d'un raid de l'armée lancé à l'aube du 22 juillet, les soldats israéliens ont détruit, en à peine quelques heures, les maisons de centaines de familles palestiniennes. Ces démolition sont intervenues presque immédiatement après qu'un tribunal militaire israélien les eut autorisées. Cent seize autres maisons sont sous la menace imminente de démolitions à Wadi Hummus.

L'importance du crime ne réside pas seulement dans son ampleur.

Si les démolitions agressives des maisons par Israël ne sont pas arrêtées maintenant, d'autres communautés palestiniennes vont suivre. Rien qu'à Jérusalem, au moins un tiers de toutes les maisons palestiniennes risquent la démolition. Cela signifierait le déplacement forcé de quelque 100 000 Palestiniens. Dans la périphérie de Jérusalem, 46 communautés bédouines palestiniennes se battent depuis des années contre la menace de leur expulsion.

Le seul moyen d'entraver la capacité d'Israël à nettoyer ethniquement la population palestinienne autochtone de Jérusalem et à confiner de force les Palestiniens dans des bantoustans façonnés par son mur et ses colonies illégaux est la mobilisation de la population civile..

Depuis des années Israël a mis Wadi Hummus dans une situation absurde. La plupart des terres où des maisons palestiniennes ont été construites sont, d'après le zonage des Accords d'Oslo, situées dans les Zones A et B, et se trouvent donc sous le contrôle administratif de l'Autorité palestinienne (AP). Cependant la construction du mur a de facto annexée cette zone à Jérusalem, l'isolant du reste du territoire palestinien occupé.

C'est la première fois qu'Israël démolit des maisons dans des zones sous l'administration de l'AP (sous prétexte que es maisons étaient trop proches du mur d'apartheid - lui-même illégal), et envoie ainsi un message clair : ici, les Palestiniens n'ont aucun sûr, les seules frontières qui comptent sont celles fixées par l'armée d'Israël – entérinées par ses tribunaux et par la complicité de la communauté internationale et des entreprises.

Ce nouveau crime israélien a lieu exactement 15 ans après l'approbation par l'Assemblée générale des Nations-Unies - à une écrasante majorité -, du verdict de la Cour internationale de Justice déclarant le mur illégal. Cette décision des Nations-Unies rappelait à tous les États leur obligation de « *s'assurer qu'Israël respecte le droit international humanitaire* ».

Les démolitions de maisons font partie intégrante de la politique du régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid à l'égard du peuple palestinien. Ce régime utilise de nombreux procédés,

notamment le siège et les assauts armés récurrents contre les deux millions de Palestiniens de Gaza, l'incarcération de milliers de prisonniers politiques palestiniens et de détenus administratifs, le déni des droits des réfugiés palestiniens, la construction croissante de colonies de peuplement illégales, et la longue liste des lois racistes, dont la loi sur l'État nation juif qui confère un statut constitutionnel au régime d'apartheid d'Israël.

Notre réponse la plus efficace à ce régime, ainsi qu'aux institutions et entreprises qui rendent possibles ces crimes, c'est le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS). Boycotts et sanctions ont joué un rôle décisif dans la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et ils jouent un rôle de plus en plus percutant dans le combat pour mettre fin au régime d'occupation et d'apartheid d'Israël.

Nous devons intensifier nos efforts au niveau de la population civile pour la responsabiliser et pour faire respecter les droits des Palestiniens.

Il nous faut intensifier et renforcer nos campagnes en cours :

– en sensibilisant et en menant des campagnes afin de couper tous les liens militaires et de sécurité avec Israël, notamment par l'arrêt des recherches conjointes avec Israël dans les domaines militaires et de la sécurité.

– en s'associant aux appels à HSBC pour que cette entreprise se désinvestisse de Caterpillar, dont les machines ont été utilisées pour détruire les maisons à Wadi Hummus.

– en rejoignant la campagne pour faire pression sur les entreprises HP pour qu'elles mettent fin à leur complicité dans les violations israéliennes des droits humains, notamment leur fourniture de serveurs au Registre national de la population d'Israël. Ce registre administre les politiques de citoyenneté qui privent les citoyens palestiniens d'Israël et les habitants palestiniens de Jérusalem de leurs droits humains et civils fondamentaux.

– en renforçant et en lançant des campagnes exhortant les églises, les syndicats et les fonds de pensions à se désinvestir et/ou à exclure toute acquisition de toute entreprise criminelle impliquée dans les violations israéliennes des droits humains, notamment dans les démolitions de maisons et le nettoyage ethnique. Cela comprend Caterpillar, Hyundai Heavy Industries, Volvo et JCB.

– en demandant au Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme de résister aux pressions d'Israël et de ses groupes de pression, et de diffuser les bases de données des 206 grandes sociétés impliquées dans l'entreprise coloniale israélienne illégale.

Source: BDS MOVEMENT

Traduction: JPP pour BDS FRANCE, révisée par AS, BDS Suisse